

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 63 (1918)
Heft: 8

Artikel: À propos de la paix
Autor: Paijkull-Sturzenbecker, Ragnar
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-340070>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A propos de la paix.

Dans le numéro de mai 1918 de la *Revue militaire suisse* le colonel Feyler a fait paraître un assez long article intitulé « La paix durable et immédiate ». L'auteur a pris, comme point de départ pour son article, une brochure que j'ai écrite en janvier dernier et qui a été publiée un peu plus tard chez Atar, à Genève, sous le titre de « Droit au but. Les conditions essentielles pour une paix durable. »

Autant je suis flatté que mon petit travail ait donné à M. Feyler l'occasion d'écrire un long article dans la *Revue militaire suisse*, si bien et si honorablement connue, autant je regrette que cet auteur ne se soit pas livré à une critique de mon ouvrage. Car un critique doit toujours — et spécialement lorsqu'il doit porter un jugement sur un écrit tout logique et tout objectif tel que celui que j'ai publié — s'en tenir au même sujet que l'auteur et s'efforcer de comprendre comment ce dernier a déterminé ses points de vue. Et si le critique désire tirer une conséquence de son argumentation, il ne doit pas étayer son raisonnement sur des faits *postérieurs* au travail critiqué, faits que l'auteur n'a pu apprécier et pour cause. M. Feyler n'a pas tenu compte de ce premier devoir du critique ; mais il a, au contraire, pris comme point de départ une question tout autre que celle que j'ai prise et, précisément, celle que j'avais intentionnellement éliminée. Il n'est donc pas étonnant qu'il soit arrivé à une conclusion tout autre que la mienne, et il est naturel que M. Feyler ait trouvé, en lisant mon travail, que mon objectivité naviguait péniblement de Charybde en Scylla. Or, les fautes de navigation ne sont pas chez moi mais bien chez l'officier de terre suisse de qui l'on peut dire : *Incidis in Scyllam, cupiens vitare Charybdim.* Il ne sera pas difficile à M. Feyler de comprendre ce qui est Charybde et ce qui est Scylla.

En d'autres termes, M. Feyler n'a certainement pas voulu

critiquer mon travail, mais tout simplement faire, à son sujet, quelques remarques assez importantes. C'est à propos de ces observations que je désirerais dire quelques mots, car au cours de ses notes M. Feyler s'est appuyé sur des opinions qui sont celles de milliers de personnes, il est vrai, mais qui, à mon point de vue, sont tout à fait en dehors des préliminaires de la paix.

La première de ces questions, que j'ai moi-même éliminée, est la suivante : « Quelle nation, ou nations, sont directement responsables de la présente guerre ? » J'ai fait observer ensuite que pour les préliminaires de la paix il n'est pas nécessaire non plus de discuter : « Quelle nation, ou nations, ont commencé la guerre ; quelle nation, ou nations, ont violé avec le moins de scrupules les conventions internationales ; quelle nation, ou nations, ont le plus enfreint les lois morales ? »

Il semblerait que M. Feyler — comme des milliers d'autres personnes d'ailleurs — estime que la question de la responsabilité de la guerre doive tout d'abord être résolue. Mais je répète une fois encore ce que j'ai dit dans ma brochure page 8 : « Si nous devions répondre à ces questions délicates, — nous dirions que ces points relèvent des négociations de *la paix elle-même*, mais *pas des préliminaires* de cette paix. Et c'est pour avoir méconnu cette distinction qu'une si grande confusion règne à ce sujet. »

De là à insinuer, comme M. Feyler l'a fait, que je ne désire faire aucune différence entre le bien et le mal, entre la responsabilité ou l'irresponsabilité, il y a loin et tous ceux qui voudront bien lire mon ouvrage sans idée préconçue le comprendront. En effet, il ressort clairement de mon écrit que si en aucune façon je ne désire prendre parti pour l'un ou pour l'autre des belligérants, je ne veux pas non plus chercher à diminuer en quoi que ce soit l'énormité du crime commis par les Allemands ou essayer d'excuser leurs actions immorales. Pas une seule de mes lignes ne permet de le supposer. Mais ce que je désirais, et ce que je désire aujourd'hui encore, c'est que ces questions délicates sur la recherche des responsabilités de la guerre et sur les actes immoraux commis pendant ce conflit soient mises de côté *pour le moment*. Ce qu'il faut mainte-

nant, c'est trouver un terrain d'entente commun pour la préparation de la paix future ; or le seul point de départ possible est celui de la compréhension réciproque et non pas celui de la haine et de l'accusation.

A la base de l'examen logique et objectif que j'ai publié, j'ai placé les différentes déclarations officielles prononcées par les diverses personnalités responsables dans chaque nation. Ce procédé est vivement pris à partie par M. Feyler qui ne le considère pas du tout comme étant objectif, car, dit-il, « l'objectivité consisterait à les examiner chacune à la lumière des faits et à conclure sur leur sincérité à chacune selon le témoignage de ces faits ». Cette opinion serait tout à fait juste si nous connaissions les faits ; mais actuellement il est impossible à M. Feyler — comme à moi et à qui que ce soit — de connaître tous ces faits. Dans une cinquantaine d'années, quand tous les documents secrets auront été publiés, il sera *peut-être* possible de s'en faire une idée exacte, même alors je crois que cela sera douteux encore ; mais d'ici-là, en tout cas, nous n'avons pas autre chose à faire que ce que j'ai fait, à savoir : prendre comme point de départ les déclarations officielles des personnalités responsables. Je ne vois d'ailleurs pas en quoi cela peut infirmer notre argumentation. Si quelques-unes d'elles se contredisent à courte échéance, si elles ne mettent pas leurs actes en harmonie avec leurs paroles, si elles travestissent sciemment la vérité, elles devront s'attendre à ce que la confiance de l'opinion publique leur soit retirée ; mais ce qu'elles ont dit, reste dit, et nous avons le droit d'en tirer telles conséquences que nous voudrons. C'est là le seul moyen que je connaisse ; c'est, à mon avis, la seule voie vraiment objective et il eût été fort intéressant que M. Feyler m'en montrât une autre. Car, à écouter les paroles venues d'Allemagne « ce n'est plus, dit-il, de la critique documentaire, c'est de la foi, et, à mon avis, une foi mal placée ». Mais, M. Feyler, si vous ne pouvez ou si vous ne voulez pas être objectif, gardez du moins la logique. N'écourez-vous pas non plus un Lichnowsky, un Muehlon, un Foerster, un Lammash ? Et si vous ne voulez entendre aucune voix venant des Empires centraux, comment vous acheminerez-vous vers les préliminaires de la paix ? Oh ! je sais bien !

votre réponse est toute prête : par la victoire complète. Mais croyez-vous réellement, vous un militaire, croyez-vous qu'il soit possible d'obtenir une telle victoire ? Et pensez-vous vraiment, M. le colonel, que la règle internationale qui, dans un conflit, prescrit d'écouter les *deux* partis ait si peu de valeur qu'il est préférable de fermer une oreille et de laisser sacrifier, sans utilité et sans nécessité peut-être, des centaines de milliers de vies humaines ?

Il est inutile, en réalité, de discuter ici les autres points de vue exposés par M. Feyler, parce que là l'opinion personnelle jouera toujours le plus grand rôle et que je respecte toujours les opinions personnelles. C'est pour cela que je respecte aussi l'idée que M. Feyler se fait de l'Angleterre entrant en guerre pour la seule raison de venir en aide à la Belgique violée. Mais parce que je respecte votre opinion, Monsieur Feyler, cela ne veut pas dire qu'elle soit la seule juste ; il n'est pas nécessaire de déclarer catégoriquement de votre côté que mon opinion est fausse quand je dis que *beaucoup de faits* ont engagé l'Angleterre à prendre part à la lutte. Si cela peut être de quelque intérêt pour vous, je vous dirai que je ne suis pas seul de cet avis ; non certes, même des colonels m'ont dit estimer que beaucoup de faits avaient joué un rôle dans la politique extérieure de l'Angleterre pendant ces dernières années. Et vous-même, que pensez-vous, par exemple, des préparatifs navals de l'Allemagne et de leurs relations avec la préhistoire de cette guerre ?

On voit très clairement aussi, et c'est chose naturelle, que M. Feyler n'a pas beaucoup de sympathie pour mon avis que dans tous les pays règne ce que j'ai appelé un démon — l'idée que tous les différends devaient être réglés par la violence (p. 25-26). « En fait, dit M. Feyler dans son article, et dans le cas particulier de la guerre européenne, il y a eu des hommes qui ont obéi à l'inspiration du démon et d'autres qui y ont résisté ou ont cherché à empêcher les premiers d'y céder. Quels sont les uns ? Quels sont les autres ? » M. Feyler prétend que j'ai répondu à ces deux questions en disant : Cela est sans importance ! Jamais de ma vie je n'ai donné cette réponse ; jamais de ma vie je ne la donnerai ! La seule chose que j'ai

dite et que je tiens à répéter une fois encore, c'est que la question de la recherche des responsabilités de cette guerre appartient aux négociations de la paix elle-même ; mais *pas* aux préliminaires de cette paix. Pourtant si M. Feyler désire connaître mon opinion sur les questions qu'il a posées, je peux la lui donner immédiatement avec plaisir : Ceux qui ont résisté à l'inspiration du démon ou ont cherché à empêcher les autres d'y céder constituent un petit parti chez les Alliés, et un parti plus petit encore dans les Empires centraux. Mais ces partis réunis ne sont à eux deux qu'une infime fraction en regard de tous ceux qui, dans les deux camps ennemis, honorent encore le pouvoir diabolique de la Force primant le Droit. N'est-ce point cela, Monsieur Feyler ? Ou bien l'un de ces deux grands partis actuellement en lutte n'a-t-il vraiment jamais permis que, avant ou pendant cette guerre, la Force prime le Droit vis-à-vis de nations plus petites et plus faibles ?

M. Feyler n'a pas l'air non plus d'agrérer mon idée que pour une large part dans l'origine de cette guerre est « le système militaire moderne de toutes les nations. Plus chez les uns et moins chez les autres ». (Page 25.)

Ici il eût été d'un intérêt exceptionnel d'entendre un avis compétent au point de vue militaire et tout spécialement si M. Feyler avait pu prouver, avec succès, que le système militaire qui existe plus ou moins dans tous les pays *n'a pas* été l'un des faits importants de cette guerre. Mais M. Feyler n'a pas dit un mot en faveur de cette preuve et il voudra bien nous permettre — à moi comme à mille et mille autres personnes — d'avoir notre opinion sur ce point tant qu'il — ou quelque autre — ne nous aura pas démontré que nous avons tort.

En rapport direct avec cette idée que le système militaire et la force brutale ont joué, en tous les pays, un grand rôle dans cet immense conflit mondial, se présente enfin un dernier point sur lequel M. Feyler et moi ne sommes pas d'accord. M. Feyler estime que cette guerre est un conflit de deux civilisations. Je ne dis pas que cette opinion soit erronée; mais ce n'est pas la mienne. Pour moi, il est impossible de voir *une* civilisation parmi les Français, les Anglais, les Japonais, les Américains, les Serbes, les Italiens, etc., et *une autre* civilisa-

tion dans les Empires centraux. Non, à mon avis, l'origine de ce conflit est extrêmement plus profonde. Nous devons la rechercher dans un point de vue intellectuel faussé, faute transposée actuellement dans la vie politique. Si nous devons rechercher la genèse du conflit mondial dans la vie intellectuelle, nous devons également considérer le conflit lui-même comme un combat entre les diverses nationalités. Car le caractère national d'une contrée, avec ses avantages et ses désavantages, est indissolublement lié au point de vue intellectuel du peuple.

Mais quel que soit le conflit, il doit prendre fin.

Sur ce point, M. Feyler et moi, nous sommes heureusement d'accord. Mais l'accord ne va pas plus loin. Tandis que pour acheminer le monde vers la fin du conflit je me suis efforcé de trouver un point de vue humain : *l'égalité des droits pour tous prime le droit de la force*, ceux qui n'accepteraient pas cette formule s'éliminant *eux-mêmes* du concert des nations (page 70), M. Feyler, au contraire, préfère avoir recours à la force brutale puisqu'il dit : « On pourrait croire à un conflit d'espèces humaines différentes, ou si l'on préfère au conflit de deux civilisations : ici la civilisation de la liberté et de la dignité de l'être humain ; là, la civilisation que les Allemands eux-mêmes ont baptisée « de l'organisation », c'est-à-dire celle d'une collectivité asservie à ses dirigeants, et qui asservirait à leur profit et au sien les autres collectivités humaines estimées inférieures. Entre ces deux principes, il n'y a pas de conciliation possible ; on ne concilie pas la liberté et la sujétion ; le champ de bataille décidera laquelle doit l'emporter, et non pas les homélies des neutres et des pacifistes. »

Il est très regrettable que M. Feyler ne puisse trouver une autre solution du conflit que celle qui sera donnée sur le champ de bataille ; mais il est plus regrettable encore que M. Feyler paraisse vouloir diminuer la valeur de l'œuvre que les neutres s'efforcent d'accomplir pour acheminer le monde vers une paix durable. Ces idées-là deviennent heureusement de plus en plus rares. En opposition à cette manière de voir surannée je pourrais citer des centaines et des centaines de déclarations reçues, dans un laps de temps très court, soit des pays neutres, soit des nations de l'Entente.

Il est suffisant de transcrire ici quelques lignes que m'a adressées l'un des plus éminents hommes d'Etat de France, où il est dit : « Que la paix future ne puisse être garantie que par une organisation juridique internationale, vous savez à quel point nous sommes d'accord à ce sujet, et il est bon que des esprits éclairés et impartiaux cherchent déjà, comme vous l'avez fait, à imaginer quelle forme précise une telle institution pourrait revêtir. »

On désire heureusement de plus en plus, semble-t-il, que tous les hommes compétents s'efforcent de préparer la voie à ce sentiment que l'idée démocratique réelle basée sur l'égalité des droits pour chacun et le respect de l'opinion d'autrui, acheminera fatidiquement un jour le monde vers une paix durable. Que ce sentiment ait beaucoup d'ennemis, nous le savons ; que ces ennemis se trouvent dans tous les pays et dans toutes les coteries, même là où nous nous y attendrions le moins, nous le savons aussi. Nous n'ignorons pas également que le plus grand nombre de ces ennemis de l'idée démocratique se recrutent, sans nul doute, dans l'Allemagne de nos jours. Pourtant, cela ne constitue pas une raison d'abandonner les vraies idées humaines et de laisser la force brutale des champs de bataille faire entendre seule sa voix au monde. Au lieu de cela disons plutôt avec l'une des plus grandes autorités de politique internationale de notre époque qui m'écrivait ce printemps :

« Je ne doute pas que le grand progrès vers le droit et la paix pourrait être réalisé — si seulement l'Allemagne voulait renoncer à son système de force et voulait se soumettre au droit comme les autres peuples. Alors tous nos vœux seraient réalisables, car le moment psychologique est là. Soyons optimistes et croyons au progrès de l'humanité¹. »

Ragnar PAJKULL-STURZENBECKER.

¹ Depuis que l'auteur a adressé cette réponse à la *Revue militaire suisse*, la mort l'a brusquement atteint. Le devoir est devenu plus impérieux de la publier et de rendre ainsi un respectueux hommage à un contradicteur loyal.

F. F.

